

Journal de campagne n° 3**Les programmes**

J'avais indiqué que ce journal de campagne porterait sur les programmes des candidats ; j'y viens donc, bien que la tâche soit, à proprement parler, irréalisable tant les « programmes » sont fluctuants, à géométrie variable et réajustés d'un jour à l'autre, voire d'un moment de la journée à l'autre. Sur ce point, la campagne diffère assez nettement des précédentes.

Rappelons-nous 2002, Jospin avait choisi de faire campagne sur un bilan et un projet : le bilan des trois premières années était bien supérieur qu'on aurait pu le souhaiter après la victoire de la gauche aux législatives de la dissolution, œuvre de ce grand stratège qu'était de Villepin. La dissolution était, pensait-il, un coup finement joué ; il oubliait qu'avec les Français, à chaque fois cela fait un flop. Les deux dernières années avaient été assez calamiteuses, mais Jospin espérait gagner en présentant un programme pour lequel il aurait eu besoin de la confiance des citoyens et une majorité assurée lui permettant d'agir.

Pendant les deux dernières années il avait été gêné par la défection de Chevènement, le solde des conséquences des invectives du Mammouth en charge de l'éducation nationale, les opérations de retrait des communistes qui n'étaient plus solidaires. Mais il pouvait encore espérer : Chirac ne pourrait guère présenter de programme crédible après le coup de la fracture sociale ; on hésiterait à le croire. En outre il était marqué par les affaires : ce n'était pas une casserole qu'il traînait, mais une batterie de cuisine... !

Mais voilà, les grands groupes qui bénéficient des commandes de l'Etat et investissent dans les médias réalisèrent, avec leurs mercenaires, le premier coup d'Etat médiatique : un an d'exhibition de faits de violence, tous les jours, midi et soir, aux journaux télévisés...

La campagne fut d'une extrême simplicité, Jospin n'a rien vu venir, rien compris, tellement fixé sur le second tour qu'il n'a pas vu le premier.

Aujourd'hui les faits sont plus complexes car on change de génération, on est d'une certaine façon devant l'inconnu.

Devant l'inconnu, avec Sarkozy, car il est imprévisible, agité – façon lapin de Duracel –, s'inspirant des spin-doctors américains, et plus encore de la pratique blairiste, il entend prendre l'adversaire à contre-pied, d'où les appels aux figures tutélaires de la gauche : Jaurès et Blum. Il a, en outre, supprimé la double peine, dénoncé les patrons voyous... Mais la campagne avançant, il en revient à ses fondamentaux : la répression et la lutte contre l'insécurité.

Il a réussi à faire oublier un fait capital, quelles que puissent être ses qualités par ailleurs : s'il avait été aux affaires en tant que président, nous nous serions engagés avec les Américains de Bush en Irak. Demain, dans les mêmes circonstances, il ferait de même. Cela devrait le discréditer près de la majorité des Français opposés à la guerre en Irak, mais au pays de Descartes, nous ne sommes pas à une contradiction près, les agriculteurs qui vivent en grande partie de la PAC et qui ont voté contre le traité constitutionnel en ont donné une illustration évidente !

On est aussi totalement devant l'inconnu avec la campagne de Ségolène. Même ses proches ne savent pas quand elle monte à la tribune, ou quand elle s'adresse à son public, ce qu'elle pourra dire qu'on n'attend pas. Elle recourt, elle aussi, à la stratégie blairiste, reprenant des thèmes et des valeurs que la gauche avait abandonnés à la droite : l'ordre, le drapeau, le patriotisme ... - valeurs qui ont été celles de la gauche pendant des décennies avant d'être oubliées, abandonnées, voire de rejetées par certains. En ce sens, elle a très bien joué et cela lui a valu sa montée en puissance au début de la campagne.

Ce qui se passe tendrait à prouver que la gauche (ne) peut gagner – si elle gagnait, ce qui est malgré tout compromis pour l'instant – qu'en s'appuyant, pour partie, sur un bloc idéologique de droite (ce qui contredit totalement le discours du PC et de l'extrême gauche). Ségolène se revendique de Mitterrand, celui qui a fait revenir la gauche au pouvoir mais demeura intrinsèquement marqué à droite comme en témoignent son maréchalisme qui lui valut la Francisque, mais ses liens avec Bousquet et surtout l'amnistie des généraux du putsch de 1961.

A Bayrou également on reproche non son caractère imprévisible, car il semble solidement déterminé, mais l'imprévisibilité de sa gouvernance s'il est élu. On comprend bien son affirmation : s'il est vainqueur, le choc, la «révolution pacifique» que constituerait la mise à l'écart (temporaire ou

durable) des deux familles (disposant seules, en alternance, du monopole du pouvoir), puis l'élection législative suivant dans la foulée devraient lui donner les moyens de constituer une alliance majoritaire pour proposer une politique nouvelle.

Mais, il ne peut pas encore donner les contours de cette éventuelle majorité, encore moins les noms, que les électeurs souhaiteraient connaître, parce qu'une partie du jeu est évidemment souterrain. Livrer ces noms maintenant serait les livrer à des pressions considérables et casser la dynamique existante ; il faut également admettre que nombreux sont ceux qui attendent pour se porter au secours de la victoire...dès qu'elle sera là, si elle arrive...

Le programme des 9 autres candidats

Les programmes des candidats d'extrême-droite, comme d'extrême gauche, contrairement à ceux des trois principaux candidats, ne présentent, en revanche, pas de surprise. Il ne faut cependant pas minimiser le cas Le Pen qui sera peut-être au second tour. Il n'est pas impossible en effet qu'au soir du 22 avril Sarkozy, Ségolène, Bayrou et Le Pen se situent tous les quatre allant de 18 à 25% et bien malin serait celui qui pourrait, aujourd'hui donner le score précis de chacun d'eux. Mais c'est le jeu de la campagne où il suffit de très peu de choses pour dévisser (Sarkozy vient d'être contraint d'annuler une visite dans un quartier de Lyon où un comité d'accueil vient de le déclarer *persona non grata* ; Ségolène vient, quant à elle de présenter un projet de contrat première embauche immédiatement dénoncé comme un remake du CPE, les choses peuvent donc tourner très vite).

Le programme de Le Pen reste globalement le même que précédemment, mais plus lissé, notamment par sa présentation en images, mais peut-être est-il un peu plus tolérant vis-à-vis de ceux qui sont là, et ferme sur les prix quant aux autres. Mais en cela, quel que soit le résultat des élections, il a déjà gagné sur ce point. Il a imposé son discours, ses façons de poser les problèmes, obtenu une lepénisation des esprits. Il n'est plus désormais diabolisé par les médias français, moins encore par les médias étrangers. Au fond, il est sans doute plus intéressé par le fait de sortir « honorablement » que d'accéder au pouvoir alors qu'il apparaît vieilli, usé, mais soucieux de transmettre son patrimoine à sa fille qui donne une vision modernisée des mêmes idées.

A l'extrême gauche, Bové et Besancenot apparaissent comme complémentaires, le premier imposant dans la campagne une véritable dimension planétaire, agricole et écologique, alors que le second s'en tient au problème des données économiques et sociétales, *hic et nunc*. La position de Besancenot refusant de soutenir la gauche, en cas de victoire, est à la fois intolérante et paradoxale parce qu'elle conduit soit à favoriser la victoire de la droite – comme en 2002 –, soit à assurer l'échec de la gauche, si par inadvertance elle arrivait au pouvoir. Il est vrai que le « programme » évolutif de Ségolène lui suffit à assurer, elle-même, le crash sans avoir besoin de recourir à Besancenot. Quant à Marie-Georges Buffet, le suspense se réduit à savoir si elle fera un demi point de plus ou de moins que Robert Hue en 2002. Le score de Voynet risque de rester au plus bas pour deux raisons : les grands candidats ayant signé le pacte de Nicolas Hulot, chacun veut, en toute mauvaise foi, se tenir libéré de s'engager à défendre l'écologie...D'autres, les plus anciens, ceux qui ont vu la minsitre Voynet à l'oeuvre, commençant par suspendre le projet de canal Rhin-Rhône et gérant l'affaire de l'Erika, n'arrivent pas vraiment à réviser, peut-être à tort, leur jugement. L'écologie, fortement mise en avant avec Nicolas Hulot, risque malheureusement de faire les frais de la campagne.

L'impossibilité politique, ou le travail de Pénélope

De Gaulle bénéficia pendant dix ans d'un consensus qui lui permit de diriger et réformer la France. Entre lui et les Français s'était instauré un contrat de type un peu monarchique (que *Le canard enchaîné* présentait à ses lecteurs tous les mercredis), ce qui ne l'empêcha pas de garantir les libertés et valeurs démocratiques et républicaines bien mieux que ses successeurs refusant de tirer la leçon du désaveu des urnes. Après le clash de 1968, il comprit qu'il fallait réformer, davantage encore, pour mettre en phase le politique, l'économique et le social. Pour cela il fallait remplacer cette vieilleries non-représentative que constitue le Sénat par un gigantesque conseil économique et social greffé sur les forces

vives de la Nation. La classe de politiciens professionnels et permanents se sentit remise en cause et poussa des cris de pucelle outragée !

De Gaulle parti, Chaban-Delmas et son équipe : Delors, Simon Nora (proche de Mendès-France) Crozier, sociologue très tocquevillien et analyste de la société bloquée, entreprirent de mettre en place la Nouvelle Société qui devait mettre au premier plan la nécessité et les moyens d'une politique de réformes, un nouveau contrat social. Une nouvelle fois les vrais réformistes furent chassés par les ultra-conservateurs travestis en réformistes giscardiens...

Depuis lors, la France est en guerre intestine contre elle-même, au mépris d'elle-même. Mitterrand qui avait dénoncé *Le coup d'Etat permanent*, l'utilisa sans discontinuer à son propre usage et intérêt. Plus question de dialogue social, à de rares exceptions près (le gouvernement Rocard, renvoyé malproprement, lui aussi...) ; Martine Aubry en usa avec la mise en place des 35 heures exactement comme de Villepin avec le CPE. Chaque nouvelle élection amenant un changement de majorité, la dernière élue défait, ce qu'a fait la précédente, au lieu de l'améliorer, de le moderniser. La gauche se promet bien, si elle revient au pouvoir, de supprimer la loi Fillon sur les retraites...

Les nationalisations de Mitterrand furent faites de façon stupide et ruineuses, et les dénationalisations qui suivirent égarent (lire Rocard : *Si la gauche savait*).

Et pourtant, les solutions existent, mais elles n'entrent pas dans les propositions de Sarkozy ni de Ségolène.

Le Canada, qui se trouvait dans une situation comparable à celle de la France, a su redresser la situation en moins de cinq ans (voir mon texte : *Restaurer la démocratie*) ; les démocraties du Nord offrent des systèmes différents de celui du Canada mais qui leur permettent également, par d'autres voies, une réussite sociale et politique. Mais ces pays ont en commun de réduire au minimum le train de vie de l'Etat, de supprimer toutes les dépenses inutiles ou de prestige, toutes les gabegies d'une Nomenklatura qui confond le budget de l'Etat et son bien propre. La dotation de Chirac a été multipliée par 7 en 12 ans ! Ceux qui entendent être en charge du pays reconduisent les mêmes schémas comme le soulignent leur jeu avec l'ISF et la sous-évaluation de leur énorme patrimoine, fruit de leur seul travail ! ...

Les deux « principaux » candidats se proposent, pour améliorer la situation, de continuer d'aggraver le déficit de l'Etat, de gonfler la dette. En 1994, elle-ci était de 594 milliards d'euros. Chirac gagna son élection, notamment en soulignant qu'avec Jospin elle éclaterait, mais que pour lui, c'était là une priorité, qu'il la réduirait de moitié...

Elle est, aujourd'hui, après douze ans de chiraquie de 1180 milliards d'euros ; elle a tout simplement doublé !

Pour Ségolène, la solution est simple : pour être élue, il faut promettre. Elle multiplie donc toutes les promesses et charges qu'elle financera par une croissance aléatoire, jusqu'à ce que l'économie soit en panne, comme à la fin du second septennat de Mitterrand ou dans la dernière année du gouvernement Jospin qui vit la décroissance.

Sarkozy entend poursuivre et aggraver la politique de Raffarin, transférant les charges sur le budget de l'Etat mais continuant de privatiser les profits (ce qui se passe, par exemple, pour la santé), continuant de mettre en place un ensemble de privilèges pour les classes les plus riches et multipliant les systèmes à plusieurs vitesses. Politique qui accroît de façon folle et insupportable les écarts entre les plus riches et les plus pauvres.

L'écart des rémunérations entre le PDG et le manœuvre variait, dans les années 70 de 1 à 4, à 8, 10, 20, parfois... Quel est aujourd'hui l'écart entre les rémunérations des patrons du CAC 40, stock options et primes de départ incluses et le salarié de base de leur entreprise ?

En outre, Ségolène et Sarkozy ne posent les problèmes qu'en termes quantitatifs. Je suis bien placé pour savoir qu'en matière d'enseignement, les choix importants à faire ne sont pas seulement quantitatifs, mais d'abord qualitatifs et/ou de répartition. A aucun endroit je n'ai lu chez elle la remise en cause de l'actuelle répartition dans laquelle les étudiants des grandes écoles représentent 4% de l'ensemble des étudiants mais bénéficient de 30% du budget de l'enseignement supérieur ! Il en va de même pour la galaxie Sarkozy qui veut toujours plus de policiers et de gendarmes pour garantir plus de sécurité, alors que nous sommes le pays au monde – après Cuba – qui a le pourcentage le plus important de forces de l'ordre par rapport à l'ensemble de la population globale.

J'ai repris ci-dessous les éléments les plus importants des programmes des trois principaux candidats. J'y ai joint mes commentaires – en violet – et surligné certains passages en jaune parce qu'ils méritent qu'on y accorde attention, en vert parce qu'ils demandent réflexion, en rouge, parce qu'ils posent, à mon sens problème.

Je connais la limite de l'exercice, et tout ceci n'engage – évidemment - que moi ; bien que certains puissent se reconnaître dans les objections que je formule dans des domaines que je connais assez bien.

Il apparaît clairement, à la lecture de ce que j'ai écrit plus haut, que, selon moi, trois problèmes majeurs se posent :

- **La rupture du pacte social et la dérive de la démocratie** en raison de la captation du pouvoir, de l'argent et de l'appareil d'Etat, au profit d'une Nomenklatura, d'une « élite » autoproclamée ; en ce sens, la société française est devenue a-démocratique ; c'est là le problème majeur !
- **L'endettement monstrueux de la France** et l'apparition de déséquilibres et d'écarts insupportables.
- **Le problème de la sécurité et de la paix civile**, en ce sens les programmes de Sarkozy et de Ségolène présentent à mon sens des risques majeurs.

Face à Sarkozy, Ségolène et Bayrou, nous nous trouvons donc devant une triple incertitude.

Une triple incertitude

- **Sarkozy** se veut l'homme de la sécurité, et, cependant, il a développé, pendant son passage aux affaires, une insécurité plus grande. Dérive ou manœuvre ? Je ne me risquerais pas à répondre. Le fait est qu'on peut légitimement se demander si le choix du tout répressif n'a pas conduit à marginaliser encore plus des gens qui n'étaient pas dangereux, voire bien intégrés et qu'il aurait simplement fallu régulariser (comme les Maliens travaillant dans un abattoir breton).

Il ne semble pas absurde de craindre que l'élection de Sarkozy acquise, tout soit prétexte à l'embrasement des banlieues, en raison d'un positionnement maladroit. La fermeté absolument nécessaire aurait été bien plus payante sans un affrontement verbal contreproductif ! Une main de fer dans un gant de velours...

En outre, Sarkozy donne l'impression de tout contrôler, ce qui conduit inmanquablement à des dérives car une société a aussi besoin de respirer, de vivre ensemble.

- **L'incertitude Ségolène** : elle est majeure, puisque, même dans son propre camp, on ignore quelles seront ses prises de position dans la journée qui suit, tout comme on ignore comment on financera les mesures annoncées. Un tel programme est lourd de menaces et risque de conduire à un clash de l'économie, comme à la fin du second mandat de Mitterrand ou dans la dernière année du gouvernement Jospin. On peut légitimement craindre que les citoyens déçus, notamment les plus vulnérables d'entre eux, ne soient conduits à des attitudes d'autant plus désespérées que la richesse des classes supérieures constituera une insulte insupportable à la pauvreté du monde.

- **L'incertitude Bayrou** : elle existe bien, elle est patente, énoncée par les citoyens et reprise par les médias. Avec qui gouvernera-t-il ? A tout prendre, c'est pourtant celle qui devrait provoquer le moins d'angoisse car il existe nombre de politiques et de membres de la société civile capables de donner une impulsion nouvelle au pays, et dans ce sens, elle permet vraiment d'envisager la mise en place d'une pratique politique plus démocratique, plus équilibrée, et susceptible de porter remède à la gigantesque crise que la France traverse.

En fonction de ce qui précède, le lecteur comprendra que j'accorde une place plus importante au programme de François Bayrou qu'à celui de ses deux compétiteurs. C'est là un choix qui n'engage que moi, mais on comprendra que, par les temps qui courent, l'analyste politique qui n'indiquerait pas la voie qui lui paraît la meilleure, ou la moins mauvaise, se montrerait d'une légèreté coupable !

Agriculture**Sarkozy**

Réouvrir le dossier de la PAC pour l'après 2013, avec pour objectif de garantir l'indépendance alimentaire de l'Europe.

- "Orienter davantage la production vers la demande et augmenter la part des prix dans les revenus des agriculteurs".
- Confier la défense des intérêts européens à un "représentant politique" et non à un "administratif qui n'a pas de compte à rendre".
- Accélérer le développement des biocarburants en créant une "pastille bleue" qui serait attribuée aux véhicules propres et ouvrirait droit au stationnement gratuit et à la réduction des tarifs de péage.
- Favoriser la déconcentration de la grande distribution et permettre la transparence des prix.
- Aider "les jeunes qui le souhaitent à devenir exploitants".
- Encourager les circuits courts, la pluriactivité, le tourisme vert.

Il faut poser le problème de la PAC d'emblée, préparer le dossier, qui sera difficile, dès tout de suite. Mais Sarko ne pose pas le problème principal : réformer dans quel sens ? Continuer dans le quantitatif ? La pastille bleue est un gadget. Il y a dans ce programme plus de vœux pieux que de moyens réels. L'essentiel n'est pas dit : quel type d'agriculture organiser ? Comment le faire ?

Ségolène

Organisation d'États généraux sur l'agriculture dès 2007 pour réorienter les politiques agricoles.

- Promouvoir une agriculture assurant une alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement.
- PAC : réorienter la PAC vers plus de qualité, la protection de l'eau et le maintien des territoires.
- Promouvoir l'idée d'une "PAC mondiale" pour organiser les marchés de manière plus équilibrée.
- Favoriser la valeur ajoutée des produits agricoles afin d'améliorer les revenus et favoriser l'installation des jeunes.
- Encourager la fourniture d'énergie alternative et l'agriculture biologique.
- OGM : transcription dans la loi de la directive européenne sur le sujet ; moratoire sur la culture en plein champ ; un débat public avec chercheurs sera organisé.

On retrouve comme partout chez Ségolène les moratoires et les Etats généraux. Le programme a l'avantage d'aller dans le sens d'une agriculture plus écologique mais la question d'une réforme en profondeur de la PAC, le pourquoi et le comment, n'est pas posé. Là encore on est devant des vœux pieux et la méconnaissance des problèmes est évidente.

Bayrou

Défendre "des prix garantis" et un tissu agricole dense.

- Vers une triple exigence : une sécurité de l'approvisionnement alimentaire ; une plus grande exigence écologique ; un maintien d'un tissu dense d'agriculteurs.
- Gestion des risques agricoles avec la fixation de prix plancher ou la mise en place d'assurances récoltes.
- Simplification de l'attribution des marques et des labels.
- Défendre la diversité des exploitations.
- Reconnaître et aider les fonctions non-productives de l'agriculture en matière d'environnement, de paysage, de biodiversité...
- Renforcement de la politique de production des bio-carburants.
- Réforme de la PAC pour favoriser l'agriculture biologique.

Ici les mesures envisagées sont plus précises, sauf en ce qui concerne la réforme de la PAC qui est le grand problème. L'objectif du maintien d'un tissu dense suppose un changement majeur d'orientation et

de modèle qui est plus ébauché que vraiment précisé comme objectif. Il faudrait envisager une mutation lourde allant, pour une part, à rebours de tout ce qui s'est fait depuis 30 ans. **Position assez intéressante et bien informée.**

Agriculture

« Je veux que la politique agricole soit à nouveau fondée sur les prix. »

Une politique sans vision a conduit les agriculteurs dans le mur. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la définition d'une nouvelle politique agricole. Un modèle à inventer et faire partager, pour retrouver l'inspiration et la force de l'agriculture française et européenne.

« Cessons d'asphyxier les agriculteurs ! Cessons de leur intenter en permanence de faux procès !

Chute du revenu, chute du nombre des exploitations, chute de l'image des agriculteurs dans l'opinion, chute de l'image de l'agriculture auprès des agriculteurs eux-mêmes, voilà la réalité.

Les agriculteurs se vivaient comme des indépendants, des entrepreneurs, et comme les meilleurs et les plus proches amis de la nature. Ils ont subi, en quelques années, une double dévalorisation : passer du statut d'indépendants au statut de dépendants, en raison de l'obligation dans laquelle ils ont été mis de dépendre des aides publiques ; passer du statut de meilleur défenseur de la nature au statut de pollueur de l'environnement. Cette double accusation est une double injustice.

Les "subventions" sont en réalité des compensations, destinées à offrir artificiellement aux consommateurs les prix de plus en plus bas pour les produits agricoles. D'autre part, les règles de l'agriculture raisonnée ont fait baisser considérablement, par exemple, l'utilisation d'engrais azotés et de produits phytosanitaires.

La voie d'avenir, c'est de défendre un grand marché d'agriculteurs avec des prix garantis aux paysans. Pour cela, il faut organiser les marchés en trouvant des débouchés, par exemple pour les céréales.

Une organisation de la production agricole mondiale et la régulation de l'offre sans chute de prix paraissent désormais possibles : grâce aux biocarburants, à l'utilisation de la biomasse, à l'agrochimie. Bientôt, on pourra produire de l'énergie, renouvelable et peu polluante, à partir des productions végétales. Dans le même temps, à moyen terme, les besoins alimentaires de la population mondiale seront comblés.

Il faut que la France s'engage en Europe pour la défense d'un tissu agricole dense, pour que notre pays redevienne un pays à identité agricole.

Ainsi peut être traitée, pour notre pays, pour l'Europe et pour la planète, la triple exigence d'une politique agricole : la sécurité des approvisionnements en produits sains, une conduite protectrice de l'environnement et le maintien d'un tissu dense d'agriculteurs.

Sans attendre, **des améliorations sensibles à notre politique agricole sont possibles : défense de la diversité (filières multiples : grandes et petites exploitations, fermes biologiques et traditionnelles) ; gestion des risques agricoles ; organisation des professions pour améliorer les conditions de marché et équilibrer la puissance des centrales d'achat ; harmonisation et simplification des labels ; simplifications administratives et réglementaires ; clarification de la rémunération des fonctions non-productives de l'agriculture (préservation de l'écosystème, paysages).**

On peut, on doit aussi organiser un système mettant en « symétrie » le pollueur-payeur et le protecteur-indemnisé, renforcer la politique de soutien à la production de biocarburants, et fortement impulser les

Europe

Sarkozy

Vote sur un nouveau traité européen simplifié par voie parlementaire : présidence stable du Conseil européen, création d'un ministre des Affaires étrangères de l'Union.

Renforcement de la préférence communautaire en matière économique.

Réévaluation de l'euro.

Opposition ferme à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne.

Augmentation du budget consacré à la défense européenne.

Réouvrir le dossier de la PAC pour l'après 2013, avec pour objectif de garantir l'indépendance alimentaire de l'Europe.

Ségolène

Propositions 88-92. Négociation d'un traité institutionnel soumis à référendum, réforme institutionnelle permettant à l'Europe de fonctionner à 27 ; lancer une convention chargée de rédiger le texte de la réforme institutionnelle présenté au peuple le même jour par référendum en 2009.

Création d'un gouvernement de la zone euro et inscription dans les statuts de la Banque centrale européenne de l'objectif de croissance-emploi.

Desserrer le carcan budgétaire pour que les investissements qui préparent l'avenir de l'Europe n'entrent pas dans le calcul des déficits.

Porter l'idée de minima sociaux dans tous les pays de l'UE et mettre en place des critères de convergence sociale pour mesurer les progrès réalisés en matière d'emploi, de salaires, d'égalité...

- **Turquie : si les conditions sont remplies, ce qui est loin d'être le cas, favorable à son adhésion à l'UE mais quoi qu'il en soit seul le peuple pourra trancher via le référendum.**

- **Stimuler l'Europe de la recherche par le renforcement d'une logique de réseaux pour les équipes de recherche.** Renforcer également les coopérations dans les domaines de l'environnement et de l'énergie.

Lancement d'une initiative européenne pour une conférence de paix et de sécurité au Proche-Orient.

Bayrou

L'Europe est notre chance de rester nous-mêmes.

Mise en place d'une "politique économique européenne".

Face à la "sous-évaluation de la monnaie chinoise", "poser publiquement l'exigence d'avoir une équité en matière monétaire".

Institutionnaliser l'Eurogroup. // Harmoniser les politiques fiscales européennes.

Contre l'adhésion de la Turquie dans l'UE, pour un "partenariat privilégié" Création d'une communauté euro-méditerranéenne d'entraide.

Rédaction d'une nouvelle proposition de Constitution européenne, soumise au vote des Français.

Politique européenne concertée sur l'immigration. Harmonisation de la fiscalité européenne, notamment écologique.

Intervention accrue de l'Union européenne dans les crises au Proche-Orient.

L'Europe est un engagement - elle est aussi une nécessité. François Bayrou lui a consacré l'un de ses grands discours de campagne à Strasbourg le 12 février. L'avenir de la France ne peut s'écrire qu'au sein d'une Europe investie par ses citoyens, conscients de la valeur d'un modèle de société et de civilisation attaqué de toute part.

" Le modèle européen existe, il est un projet de société en résistance aux valeurs dominantes dans le monde, à la dictature de l'argent roi, à l'obsession des rapports de force. L'Europe est la clé de la liberté de choix : elle permet d'écrire l'avenir.

Sans Europe, sans union politique et sans démocratie, la marche du monde devient une fatalité sur laquelle les peuples de notre continent auront perdu le pouvoir de peser. Chaque fois qu'il s'agit de peser sur l'avenir du monde, on retrouve "le besoin d'Europe".

J'aime l'idéal européen. J'aime cette idée de peuples différents, porteurs d'un même projet de civilisation, venu du fond de l'Histoire, qui décident de tourner le dos à la guerre et de s'unir pour peser ensemble sur le destin du monde.

Mais ce n'est pas seulement une idée que l'on doit aimer. C'est une idée qui s'impose dès l'instant que l'on mesure les puissances de la planète. La stratégie de la Chine en Afrique, partout où il y a du pétrole. La force des puissances financières et économiques. L'échelon national, nécessaire, n'est plus suffisant.

Pourquoi l'élection présidentielle française de 2007 est-elle aussi importante ? Parce que l'Europe capable de parler d'une seule voix sur la planète, cela ne peut se faire que si la France le veut et entraîne les autres. **L'Europe, acteur du destin de la planète, c'est une idée, on pourrait même dire que c'est une utopie française.**

La France est le creuset de notre volonté nationale. C'est là que s'affirment nos principes. Mais pour faire entendre ces principes à l'échelle du monde, il faut que l'Europe se redresse elle aussi. Une Europe politique forte, capable de changer le monde, doit s'atteler à sept grands chantiers : **l'économie, la diplomatie, la défense, le climat et la biodiversité, l'énergie, l'immigration et le co-développement, la recherche.**

Pour cela, l'Europe pourrait être en plusieurs cercles, comme l'avait imaginé François Mitterrand : un cœur de pays étroitement associés dans un ensemble plus large, fondé sur les règles du commerce et du droit. Ce cœur de l'Europe comprendrait au moins la zone euro, et serait ouverte aux autres pays décidés à agir ensemble sur les grands sujets qui concernent l'avenir de la planète. **Une Europe politique dans une Europe juridique.**

Nous savons pourquoi les Français ont voté « non ». Ils ont trouvé le texte de la Constitution européenne illisible. Ils ont pensé que cette obscurité était voulue pour faire passer un projet de société, par exemple, matérialiste et marchand, qui n'aurait pas leur accord. Ils ont craint que l'élargissement continu de l'Union n'enlève à l'Europe son identité, et que de ce fait, l'Europe se retrouve sans visage et sans mémoire.

Ces craintes étaient-elles toutes infondées ? Nous savons bien que non. Mais nous avons pensé que les avancées vers une Europe devenue démocratique, conjureraient toutes ces craintes. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans une situation que nous ne connaissions pas. Nous avons été pendant des décennies, les héritiers des pères de l'Europe. C'est à notre tour de redevenir humblement les pères de l'Europe à notre manière. Pères à notre tour, puisque le projet doit être profondément repensé et réinspiré.

C'est pourquoi nous agissons de manière transparente aux yeux des Français. Nous mettrons dans le débat un texte, simple, lisible, court, sans ambiguïté, qui donnera forme aux principes d'une Union européenne sortie de ses paralysies et de ses impasses.

Je prends devant vous l'engagement - qui est au contraire du choix de mes concurrents - qu'aucun texte ne sera adopté par la France qui ne le soit aussi par les Français. Ce qu'un référendum a décidé s'impose tant qu'un autre référendum n'est pas intervenu. Ce référendum pourrait avoir lieu en 2009, à l'occasion des prochaines élections européennes."

C'est évidemment Bayrou qui a le programme le plus important et le plus cohérent en matière européenne, conscient de tous les apports de la construction européenne en matière de paix et d'économie. La défense de la démocratie passe par l'Europe, et dans le monde du XXI^e siècle la France ne se sauvera pas toute seule. Cependant, les représentants de la presse étrangère étaient très critiques vis-à-vis de tous les candidats, Bayrou y compris, sur France Inter, vendredi dernier à 19h30, leur reprochant de ne pas accorder du tout de place pour certains, une place très insuffisante, pour les autres, à la politique internationale et à l'Europe. Sur ce point, je ne peux que leur donner raison !

Bayrou fait également la même erreur que les autres sur la Turquie. Rappelons-nous que dans notre tradition culturelle, nombre de grands philosophes grecs de l'Antiquité étaient des

hommes de la Grande Grèce, l'Asie mineure ; rappelons-nous également que c'est là que s'implantèrent les premières Eglises chrétiennes, que saint Paul s'adressait aux habitants d' Ephèse où se trouve encore aujourd'hui la maison de la Vierge (?).

Rappelons-nous qu'au XIXe siècle, la Turquie était « l'homme malade de l'Europe ».

N'oublions pas que tout espace politique a ses « limes », ses marches. La Turquie est naturellement l'interface entre l'Europe et l'Asie, l'Orient et l'Occident, le monde chrétien et le monde musulman.

C'est, en outre, le seul pays capable de jouer un rôle d'intermédiaire entre Israël, les palestiniens, l'Iran, l'Irak.

Elle doit certes améliorer sa démocratie (mais soyons modestes quant à la « démocratie » française.

L'Europe repose au fond sur un gentleman's agreement et la Turquie devra accroître les garanties démocratiques. N'oublions pas que c'est une République, laïque, dont les constituants se sont inspirés de la France. Un cas un peu spécial, car l'armée maintient le pays contre la poussée de l'islamisme, et sert de garant démocratique, même si cette démocratie n'est pas parfaite.

N'oublions pas la position turque lorsque Bush s'est lancé en Irak, au moment même où les polonais s'engageaient auprès des Américains, offraient des prisons à la CIA pour des tortures.

S'il ne fallait garder que l'un de ces deux pays dans la nouvelle Europe, je n'hésiterais pas un instant, je choisirais la Turquie.

Défense

Sarkozy

Maintien du budget de la défense à son niveau actuel.

Développement de nouvelles armes (armes antimissiles).

Création d'un conseil de sécurité national, rattaché au président de la République, et d'une agence de sécurité civile.

Lancement d'une réflexion sur la doctrine de dissuasion nucléaire. [Sarkozy ne pose pas le problème essentiel qui consiste à repenser la défense d'une façon globale, la stratégie – qui en décide ? Comment ? Qui décide de l'engagement de l'armée ? Comment ? Définir des choix, par rapport à l'Europe, l'OTAN, aux Etats-Unis – avec Sarkozy, les soldats français seraient à l'heure actuelle en Irak]

Le ministre de l'Intérieur s'est ainsi permis de rappeler que l'Europe n'est plus au centre des préoccupations stratégiques de Washington et que *«le renforcement de la défense européenne doit donc être pour nous une absolue priorité»*.

*

Ségolène

Maintenir à son niveau actuel de 2% du PIB l'effort de défense. Préservation de la capacité de dissuasion nucléaire.

Coopération accrue en matière de défense avec les pays européens.

Nouveau livre blanc de la défense pour préparer les choix nécessaires.

Construire une défense européenne, notamment "par un effort collectif et soutenu" en matière de recherche et d'équipements.

Plan d'ensemble de soutien de la condition sociale des militaires et de leur famille.

Associer le Parlement aux décisions de défense.

Renforcer le contenu civique des Journées d'appel de préparation à la défense.

*

Bayrou

Reformuler et réaffirmer la doctrine nucléaire : l'arme atomique ne peut être utilisée qu'en dernier recours, lutte contre la prolifération.

Construire une défense européenne.

Renforcement de la recherche militaire et du renseignement, notamment économique. Priorité à la

recherche : des moyens supplémentaires massifs doivent y être consacrés. Presque toujours, la recherche militaire a des applications civiles.

La capacité de défense civile doit se construire, au cœur de la société : tout particulièrement dans le cadre du service civique universel.

Programme Bayrou :

« L'Europe sera au cœur de notre politique de défense. »

Par nature, par pesanteur, les armées préparent toujours la « guerre d'avant ». Un certain colonel de Gaulle l'avait exprimé, en son temps. François Bayrou propose une nouvelle politique de défense, intégrant l'échelle européenne, et dans laquelle la défense civile répond aux nouveaux risques, évidents depuis le 11 septembre 2001.

« **Priorité à la recherche** : des moyens supplémentaires massifs doivent y être consacrés. Presque toujours, la recherche militaire a des applications civiles.

Il faut pour cela faire des économies - alors qu'on est allé en sens inverse ces dernières années (programmes de missiles nouveaux, **alors que les missiles à disposition peuvent encore aider** [Il doit s'agir d'une erreur, espérons-le, car dans ce domaine, la notion d'aide est vide de sens]; multiplication de strates, de structures nouvelles sans supprimer les structures existantes, d'agences européennes sans supprimer les agences françaises, création d'un Etat-major général sans supprimer les trois états-majors existants ...)

La France a besoin de combler son retard en matière d'observation et de renseignement, en particulier le renseignement économique. On a besoin non seulement de technologie, mais de la longue expérience du terrain, des moeurs, des langues, des coutumes, des cultures : c'est une démarche européenne. c'est aussi une démarche européenne qui doit être construite. Représentons-nous la capacité qu'aurait l'Union Européenne au Darfour si l'on rapprochait la connaissance française du Tchad et la connaissance britannique du Soudan !

Nous avons besoin d' **une grande politique de défense civile**. Les nouveaux risques auxquels nous sommes confrontés - terrorismes, armes biologiques, surveillance accrue des sites sensibles ...- l'imposent. Notre capacité de défense civile doit se construire, au cœur de la société : tout particulièrement dans le cadre du **service civique universel**.

Nous devons enfin **reformuler notre doctrine nucléaire**. Face au risque de prolifération des armes atomiques, la question du droit d'ingérence se pose selon le degré d'instabilité prévalant dans un pays - ce dont l'analyse pourrait être confiée à la communauté internationale.

Nous devons **construire une défense européenne**. Dès lors, l'Alliance atlantique aura un tout autre visage, et les réticences françaises à son égard s'effaceront.

Les pays européens représentent ensemble près des deux tiers du budget de défense américain, et notre capacité de projection doit être de 10% de la capacité américaine ! Notre continent doit devenir capable de faire face aux crises qui nécessitent une intervention au loin ; et pour cela, se doter d'une capacité de défense commune, c'est-à-dire non pas une armée européenne commune, mais la mise en synergie de capacités militaires nationales : manœuvrer ensemble, échanger des renseignements... La défense du territoire européen, c'est notre responsabilité. »

*

Commentaire

Cette question de la défense et des choix à effectuer constitue un point faible des trois programmes, même si Bayrou semble avoir une vision un peu plus précise que ses deux adversaires...

En ce qui concerne les choix stratégiques, la pratique actuelle relève d'un véritable déni de démocratie qui s'est maintenu, voire aggravé avec J. Chirac, lorsqu'il a relancé les essais nucléaires dans le Pacifique, sans doute inutilement d'un point de vue technique, mais de façon bien dommageable pour notre

diplomatie. Il a établi, avec l'état-major une nouvelle doctrine de dissuasion nucléaire française qui n'a fait l'objet d'aucune discussion, d'aucun vote à l'Assemblée. Le nucléaire représente – officiellement – 9% du budget des armées françaises.

La nouvelle stratégie choisie par Chirac sur proposition des nucléaristes a laissé de côté la dissuasion tous azimuts – c'est-à-dire tournée vers l'Est – de la force de frappe, doctrine désormais obsolète. En revanche ont été mis au point de nouveaux vecteurs embarqués sur nos sous-marins capables de lancer jusqu'à 12 ou 16 charges nucléaires différentes – miniaturisées – capables d'atteindre un objectif à 8000 kilomètres...au Pakistan, par exemple.

Ce qui signifie que si les dirigeants d'un *État voyou* menacent nos intérêts, dans l'hexagone ou ailleurs, on peut leur envoyer un message fort ! Imaginons la suite... Qui oserait recourir à cette stratégie ? Que se passerait-il le lendemain dans une France où vivent cinq millions de Musulmans ? On peut certes tuer une mouche sur un carreau avec un fusil de chasse ; c'est une idée. La bombe atomique, même miniaturisée, n'est peut-être pas l'arme la plus appropriée pour dissuader des fanatiques, à la limite, à la limite fort contents de l'effet produit !

Ajoutons pour finir que les postulats successifs de notre état-major, en 1914 - avec la guerre rapide et de mouvement - en 1940 - avec l'invincibilité de la ligne Maginot et l'impossibilité (affirmée) du passage des Allemands par les Ardennes - en 1953-1954 - avec l'implantation à Dien Bien Phu pour battre le Viet Minh sur un terrain que nous avons choisi - peuvent nous laisser songeurs !

Affaires étrangères : un dossier bien faible

Sarkozy

Nicolas Sarkozy estime que Paris ne met pas suffisamment en avant les questions des droits de l'homme dans ses relations avec des pays comme la Russie et souhaite que la France défende l'idée de droits internationaux de l'environnement, du travail, de la culture, de l'éducation et de la santé, qui auraient la même force juridique que le droit international du commerce.

- Il souhaite que les négociations commerciales multilatérales soient menées par un "représentant politique se concertant avec les ministres concernés", non par des "responsables administratifs qui n'ont pas de compte à rendre".

Création d'une "Union méditerranéenne" sur le modèle de l'Union européenne.

Limitation de la présence militaire française en Afrique.

Politique ferme sur la question du nucléaire iranien, dans le cadre de l'Onu.

[Il n'y a donc pas de vraie vision d'une politique étrangère pour la France. Quelle est l'exacte position de Sarkozy par rapport à un alignement vis-à-vis des positions des Etats-Unis,]

Ségolène

Depuis les deux voyages mémorables au Moyen-Orient et en Chine, il semble, à consulter internet qu'il n'y ait aucune proposition à ce sujet ce qui est carrément stupéfiant. Dans les 100 propositions il n'existe pas une seule occurrence aux requêtes « affaires étrangères » ou diplomatie ! Il y a bien eu la prise de position sur le nucléaire iranien qui n'a guère de sens : comment bloquer le nucléaire « civil » iranien auquel le pays avait droit ? Au nom de quel principe ? Comment et avec qui ? Logiquement il ne resterait qu'une option : intervenir militairement pour détruire les installations, position qui, dans une optique française relève du non-sens, de la folie furieuse. Sur cette question, le vide du programme (et des idées) de Ségolène est simplement consternant.

Bayrou

Fermeté [qu'est-ce que cela veut dire ? Quel type de fermeté, jusqu'où ?] face à l'Iran sur la question du nucléaire.

Conditionnement de l'aide humanitaire au respect de l'Etat de droit.

La France se doit de soutenir activement les opposants aux dictatures, à toutes les tyrannies.

Augmentation de l'aide humanitaire et diplomatique au Darfour.

Toute intervention de la part devra se faire dans le cadre d'un mandat de l'ONU.

Suppression du « domaine réservé » du président en matière d'affaires étrangères.

« Assainir en profondeur la politique étrangère de la France. »

,La promotion de la démocratie dans le monde est la meilleure façon de défendre les intérêts globaux de la planète. Ce sont aussi, in fine, les intérêts français.

« **Supprimer le "domaine réservé"**. S'il est légitime que le Président de la République assume une responsabilité majeure en politique étrangère, le Parlement doit pouvoir participer à la réflexion et à la définition des grands axes. Ainsi, je souhaite que le président de la République tienne devant le Congrès (réunion des députés et des sénateurs) un grand rapport annuel, un discours sur l'état du monde. Il importe également que le Parlement retrouve le droit d'écrire et voter des résolutions.

La démocratie est la condition du développement. La démocratie n'est pas le fruit du développement, elle n'est pas le développement, elle en est la condition : pas suffisante mais certainement nécessaire.

Tous les hommes ont droit à la démocratie, pas seulement les habitants des pays riches. Ce doit être l'axe principal de la politique étrangère française. Aucune dictature n'est acceptable, même si, à courte vue, son maintien paraît favorable à nos intérêts nationaux. **La France se doit de soutenir activement les opposants aux dictatures, à toutes les tyrannies.**

La France doit respecter elle-même ce qu'elle exige des autres. Cela impose que toute intervention de sa part se fasse dans le cadre d'un mandat de l'ONU. Cela impose aussi que les accords de défense conclu entre la France et d'autres pays soient transparents, notamment en Afrique, - singulièrement en Côte d'Ivoire.

L'aide internationale au développement à laquelle participe la France doit être conditionnée au respect de l'état de droit, qui passe dans tous les cas par la tenue d'élections libres. »

Plan

Les trois candidats prévoient bien des plans X ou Y, mais pas un Plan : « l'ardente nécessité du plan gaulliste a été définitivement supprimée par Chirac...on a vu ce que cela donne !

Aménagement du territoire

Cette notion est absente du programme de Sarkozy.

Ségolène prévoit la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable, également chargé de l'aménagement du territoire, et Bayrou entend attribuer des pouvoirs d'aménagement du territoire et d'équipement et de solidarité aux régions.[Il faudrait pourtant prévoir une vision globale du territoire au niveau national]

Economie, emploi et retraites

Ce sont là les thèmes les plus débattus, donc sinon les mieux connus, du moins ceux dont on a le plus entendu parler.

Le choix de Sarkozy est simple, il garde et accentue ce que fut la politique Raffarin qui aboutit à diminuer les charges fiscales ce qui aboutit à un transfert de fait d'une partie de celles-ci sur les classes populaires qui paient l'impôt et les classes moyennes puisque l'ensemble des prélèvements demeurent identiques. Les plus pauvres ne peuvent être imposés, les plus riches paient moins d'impôt et tous les autres paient obligatoirement davantage.

Cette politique ne peut que créer un fort mécontentement des classes moyennes (low middle classe) et inciter de plus en plus de jeunes à s'expatrier en Angleterre, au Canada...

Les choix de Ségolène sont ultra-simples : on satisfait toutes les demandes, on augmente toutes les prestations et toutes les aides. Ce programme conduit tout naturellement à l'échec économique et à une situation encore plus grave que celle de la fin du second septennat de Mitterrand, dont il faudrait se souvenir, ou à la fin du gouvernement Jospin où tous les emplois filaient.

Il est à craindre que les logiques de Sarkozy et de Ségolène nous mènent au devant de graves troubles sociaux, politiques et économiques, une situation du type de celle qu'a connue l'Argentine voici quelques années

En ce sens, le projet Bayrou semble plus sage pour deux raisons complémentaires :

- d'une part en évitant de charger encore la dette de l'Etat qui nous conduit à l'abîme
- d'autre part en proposant une organisation beaucoup plus nouvelle et réformatrice ; bref elle offre une chance à saisir même si la réussite ne sera là que comme le fruit d'un vrai travail et une réforme des mentalités et des pratiques.

Voir la question de la participation, des fonds de pensions, des stock-options !

Bayrou a évoqué le 4 avril une forme de participation aux bénéfices de l'entreprise.

Sarkozy

Economie : Fiscalité : **amélioration du bouclier fiscal : le total des prélèvements directs, ISF et CSG compris, ne pourra dépasser 50% du revenu** ; suppression des droits de succession pour les petits et moyens patrimoines (mais Nicolas Sarkozy se dit opposé à la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune) ; défiscalisation des emplois à domicile.

- Remplacement de la taxe professionnelle par une "contribution dont l'assiette serait moins stigmatisante pour l'effort d'investissement et selon des modalités permettant de garder un lien avec le territoire d'implantation".

- Appliquer le service minimum dans les services publics.

- Un droit de "travailler plus pour gagner plus".

- Exonération des charges sur les heures supplémentaires, liberté de donner des heures supplémentaires, d'accepter ou non ces heures supplémentaires pour le salarié.

- Maintien des 35 heures, mais avec possibilité pour les salariés et les chefs d'entreprise de s'en exonérer.

- Amélioration de la concurrence dans la distribution pour faire baisser les prix et réforme de l'indice des prix.

- **Déblocage des fonds de participation et extension des plans de stock-options à tous les salariés de l'entreprise.**

- Instaurer plus de concurrence dans la grande distribution afin de faire baisser les prix.

- Instauration de la TVA à 5,5% pour les restaurateurs, au lieu des 19,6% actuels.

Emploi

Objectif : ramener le taux de chômage en France à 5% de la population active dans les cinq années à venir.

- Mise en place d'une "Sécurité sociale professionnelle" pour assurer une "véritable protection" en période de chômage.

Regroupement de l'ANPE et de l'UNEDIC.

Suppression du contrat à durée déterminée (CDD), remplacé par un contrat unique à durée indéterminée (CDI) évolutif en fonction de la carrière du salarié.

Création d'un compte épargne formation doté d'un capital initial de vingt années.

- Généralisation des "écoles de la deuxième chance" (une par département en cinq ans et une par bassin de 100.000 habitants en dix ans).

Création d'un "droit à la première expérience professionnelle" pour tous, assuré par l'Etat, les collectivités locales, les associations ou les entreprises bénéficiant de la commande publique.

Institution d'un "droit à la création" avec des prêts à taux zéro pour les jeunes créateurs d'entreprise. Pour la suppression des droits de succession.

Introduction dans la Constitution d'un taux maximum de prélèvements obligatoires à l'échelle de la Nation.

En cas de conflit social, un vote des salariés à bulletin secret dans les huit jours.

Retraites

Conserver et conforter la loi de 2003 sur les retraites, "car elle est la seule loi qui permet de sauver le régime des retraites par répartition".

Réformer les régimes spéciaux de retraite dans un souci de justice et d'équité afin que chacun prenne sa juste part de l'équilibre des régimes de retraite // Alignement des régimes spéciaux des retraites sur le régime général. [Ces deux formulations ne sont pas identiques, laquelle est la bonne,].

Poursuivre l'oeuvre d'équité engagée par la loi de 2003 sur les retraites en revalorisant la situation de certaines professions ou de certaines catégories de personnes devant les régimes de retraites (femmes, parents au foyer, agriculteurs, artisans, commerçants...).

Revaloriser le minimum vieillesse (future allocation de solidarité aux personnes âgées).

Ségolène**Economie**

Pouvoir d'achat : SMIC porté à 1.500 euros le plus tôt possible ; organisation d'une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux dès juin 2007 ; mise en place de plusieurs indices des prix reflétant la dépense des ménages (minima sociaux, SMIC, retraites)

Banque : réglementation des coûts bancaires, plafonnement des agios et pénalités liées aux incidents de paiement, création d'un service universel bancaire de base.

Fiscalité : pas de fiscalité nouvelle "qui décourage le travail ou l'effort", ni de hausse des prélèvements ; fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG ; reconstruction d'un impôt citoyen doté d'une assiette plus large ; mise en place d'une fiscalité écologique ; statut fiscal très incitatif pour les investissements dans la recherche et l'innovation.

Création d'une Agence nationale de réindustrialisation.

Priorité à l'investissement des entreprises avec un taux d'impôt sur les sociétés plus bas si le bénéfice est réinvesti et plus haut s'il est distribué aux actionnaires.

Conditionner le versement des aides publics à l'interdiction de délocaliser et de ne pas licencier pour toutes les entreprises qui font des bénéfices.

Que chaque jeune bénéficie à 18 ans d'un "crédit gratuit de 10.000 euros" pour "réaliser son premier projet de vie".

Sécuriser le parcours des jeunes créateurs en soutenant la création d'entreprises.

Emploi

35 heures : faire avec les partenaires sociaux l'inventaire de ce qui doit être amélioré ; apporter des aménagements pour que ceux qui veulent travailler plus puissent le faire.

Suppression du CNE pour faire du CDI la règle.

Mise en place d'une sécurité sociale professionnelle garantie par l'Etat et permettant à chaque chômeur de se voir proposer par les pouvoirs publics un contrat de droits et devoirs comportant une rémunération, pendant un an, égale à 90% du dernier salaire net perçu, une formation qualifiante et une aide personnalisée à la recherche d'emploi.

Mise en place d'un revenu de solidarité active (RSA) permettant l'amélioration d'un tiers de ses ressources à tout bénéficiaire de minima sociaux reprenant le travail.

Moduler les aides aux entreprises et les exonérations de cotisations sociales en fonction de la nature des contrats de travail.

Conditionner les aides publiques aux entreprises à l'engagement de ne pas licencier quand les entreprises dégagent des profits substantiels et obtenir le remboursement en cas de délocalisation.

Régionaliser l'aide aux filières économiques et aux pôles de compétitivité

Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes : chacun bénéficiera soit d'un emploi-tremplin (dispositif créé par les régions socialistes depuis 2004 pour remplacer les emplois-jeunes), soit d'un "stage rémunéré", soit d'une formation professionnelle "rémunérée".

Retraites

Ouvrir avec les partenaires sociaux une large négociation.

Revalorisation des petites retraites de 5%.

Pour une réforme sereine, consultation générale avec les organisations syndicales. Aménager le calcul de la durée de cotisation en fonction de la pénibilité des tâches et de l'espérance de vie.

- Régimes spéciaux : travail d'harmonisation à conduire. [La formulation est bien minimaliste]

Tous les infinitifs employés ici ont une valeur incantatoire, comme si dire c'était faire...en outre il faut disposer de potentialités financières, sinon que fait-on ? On creuse encore la dette ? Jusqu'où ?

Bayrou**Economie**

Signature d'un "small business act à la française" qui simplifierait les contraintes administratives et fiscales des petites entreprises : exemption fiscale des premiers bénéfices s'ils sont réinvestis dans l'entreprise ; que "tout marché public de moins de 50.000 euros" soit "dévolu aux petites entreprises, à 100%". Pour les montants de plus de 50.000 euros, 20% seraient réservés à ces petites entreprises ; que "l'État et les collectivités locales respectent en matière de délai de paiement les mêmes règles qu'ils imposent aux autres acteurs" économiques.

Fiscalité : aucune augmentation des prélèvements obligatoires ; réformer l'impôt de solidarité sur la fortune en le transformant en un impôt sur le patrimoine sans les multiples exceptions qui permettent d'y échapper, mais à un taux léger ; plafonner progressivement le montant global des niches fiscales" pour une économie de 4 milliards d'économie ; exonérer de droit de succession les petites successions, en ligne directe jusqu'à 200.000 euros.

Inscrire dans la constitution l'interdiction pour un gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement, hors période de récession.

Concentration progressive en 3 ans des exonérations de charges sur les PME et les salaires au dessous de 1,3 SMIC.

Interdire aux groupes qui travaillent avec l'État de détenir des médias.

Dans le domaine de l'énergie, préserver de grands acteurs publics mais sans fusionner EDF et GDF.

Emploi

Permettre à chaque entreprise de créer deux emplois sans charge, à l'exception des cotisations retraite.

Transfert des charges pesant sur le travail : TVA sociale ou CSG.

Aide à la création d'entreprise.

35 heures : corriger les effets pervers de la loi sans revenir sur la durée légale du travail, donner aux salariés la liberté d'organiser leur temps de travail et de moduler leurs revenus. Dispositif appliqué aussi à la fonction publique.

Libérer les heures supplémentaires en permettant aux salariés de bénéficier d'une prime de 35% par heure travaillé entre 35 et 39 heures.

Contrat formation emploi pour les jeunes : aide directe à l'entreprise qui offre une première expérience professionnelle aux jeunes exclus de la formation "pour tout ou partie de la rémunération de ces jeunes".

Compte épargne formation.

Formations accélérées pour répondre aux besoins de secteurs qui manquent de main d'oeuvre.

Retraites

Débat national qui aboutira à un projet de loi soumis aux Français via un referendum.

Le minimum retraite sera porté à 90% du SMIC en 5 ans.

Retraite par points, avec des droits qui se créent au fil du temps et une pension qui s'accroît au fur et à mesure des cotisations.

Prise en compte de la pénibilité du travail dans le calcul des trimestres cotisés.

Réforme des régimes spéciaux.

Les entreprises seront "incitées à ne pas jeter les salariés de plus de 50 ans".

La "social-économie"

Redonner espoir en une solidarité par l'activité économique *car "il n'y a de lien social possible qu'avec une économie créative, tournée vers l'innovation, qui produit de la richesse, et qui offre du travail. Social et économie doivent désormais se dire et se penser en un seul mot. La formation de tout notre peuple sera notre arme principale dans la compétition. Ainsi notre modèle républicain français relèvera-t-il les défis de la mondialisation, dans le cadre national et dans le cadre européen."*

La lutte contre la dette est un combat social

Dette financière. Les Français les plus fragiles et les plus démunis sont les premières victimes de la dette et du déficit. Le déficit actuel de l'État ne soutient plus la croissance, il la freine. Il crée un climat d'incertitude face à l'avenir. Toute remontée des taux d'intérêt aurait des effets désastreux sur les finances publiques.

Dette générationnelle. Tout le monde connaît le sujet depuis le Livre Blanc de Michel Rocard : nous allons vers un temps où il y aura un actif pour un retraité. La réforme des retraites est une obligation. J'engagerai un débat national, qui devra aboutir à un projet de loi qui sera soumis à référendum. Les principes : l'égalité des Français devant la retraite, en particulier par la prise en compte de la pénibilité du travail dans le calcul des trimestres cotisés, et la prise en compte des régimes spéciaux comme du régime général ; la liberté pour chacun de choisir l'âge de son départ à la retraite à partir de soixante ans ; la revalorisation des petites retraites.

Dette écologique. J'ai retenu l'idée d'une taxation progressive des énergies fossiles, pour que chacun ait un intérêt direct à être actif dans l'innovation, économe dans son choix de voiture, de mode de transport. Protéger le climat tout en développant l'emploi, ce n'est pas la fin de la croissance, c'est encore plus de croissance, de progrès techniques, pour construire cette nouvelle façon de vivre ensemble.

Un pays pro-entreprise et pro-recherche

La clé de la réussite, c'est l'inventivité, l'encouragement à entreprendre, la valorisation du risque. La modernisation de l'Etat, la politique fiscale, doivent créer un environnement favorable à la recherche et à l'entreprise.

Recherche. Je propose une augmentation de 5% par an, sur dix ans, du budget de la recherche. Cela permettra de rendre le métier de chercheur plus attractif, par une réévaluation des grilles de salaire, d'encourager l'installation des chercheurs performants, en exemptant d'impôt les revenus des brevets déposés par des chercheurs résidant en France. On fera de la recherche l'une des voies privilégiées pour la sélection des élites, en facilitant les allers-retours entre doctorat et grandes écoles.

Entreprise. Je veux que la France devienne un pays favorable à la création et au développement des entreprises. Il faut créer pour les PME un environnement amical, y compris fiscal. Tout contrôle devrait être précédé d'un conseil, d'un avis.

Pour répondre aux deux difficultés que rencontrent tous les créateurs d'entreprise - la solitude, le peu d'intérêt des banques - je propose de multiplier en France les "centres de créativité" à l'exemple canadien ou américain (Small Business Act), d'inciter les cadres seniors, jeunes retraités, à accompagner les entreprises débutantes, d'aider les "business angels", trop peu nombreux en France. Quatrième idée, un système de caution mutuelle permettant de garantir aux banques une meilleure sécurité de leur intervention auprès d'activités débutantes.

Small Business Act. Une loi pour la petite et moyenne entreprise, comme les Etats-Unis l'ont fait depuis 1953, avec trois axes principaux : simplification administrative (et pour que ça marche, faire faire les simplifications par les usagers, artisans et entreprises), protection de la trésorerie (que l'État respecte les

délais de paiement qu'il impose aux autres), et, en Europe comme aux Etats-Unis, tout marché public de moins de 50.000 euros ira aux PME et 20% des marchés plus importants.

Emplois francs. Toute entreprise aura le droit de créer deux emplois nouveaux en CDI avec période d'essai, sans charges sauf retraites, pendant cinq ans.

Une politique économique européenne.

Face à la mondialisation, nous avons besoin d'une politique économique européenne, notamment évidemment dans la zone euro. La Banque centrale indépendante lutte contre la hausse des prix - c'est une action sociale ! - et sert la croissance en assurant la confiance dans notre monnaie. Mais le silence sur le déséquilibre dans les monnaies de la planète, notamment sur le taux du Yuan, est de mauvais aloi : dans la mondialisation, l'Europe doit faire respecter les principes du droit d'équité et de réciprocité. C'est pourquoi je considère comme une priorité d'institutionnaliser le groupe des pays de la zone euro, l'Eurogroupe.

Il faut stopper la course au moins-disant fiscal en établissant pour chaque impôt un "serpent fiscal" : règles d'assiette communes et fourchettes de taux, minimum / maximum. Priorité à l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, qui est une source de dumping fiscal, et à la fiscalité écologique, que la Commission Delors avait évoquée dès 1992.

Une fiscalité stable, lisible, juste

La fiscalité doit être stable, prévisible, annoncée et simplifiée pour devenir enfin lisible. La fiscalité doit inciter à l'activité, l'innovation, la recherche, et à des comportements écologiques.

Impôt sur le revenu. Les niches fiscales sur cet impôt représentent de l'ordre de 40 milliards d'euros : je propose de plafonner le total de ces avantages, pour chaque contribuable, à un montant qui sera fixé en pourcentage de l'impôt dû, avec un plancher pour les contribuables faiblement imposés.

ISF. L'impôt sur la fortune a fait du tort à la France : lorsque les riches s'en vont, quelque incivique que soit ce comportement, le pays s'appauvrit. Je trouve choquante la proposition de bouclier fiscal à 50 % : elle exonère les plus riches de l'ISF et maintient cet impôt pour les catégories intermédiaires. J'ai proposé d'imposer le patrimoine à un taux léger (comme 1 pour mille) et d'élargir l'assiette en incitant à déclarer le vrai montant du patrimoine, par un avantage sur les futurs droits sur la succession ou la plus-value.

Droits de succession. Je propose l'exonération des successions en ligne directe jusqu'à 200 000 €, le relèvement de l'abattement par part d'enfant, et un encouragement supplémentaire à transmettre le patrimoine du vivant des personnes concernées.

Mettre ou remettre le pied à l'étrier à ceux qui sont loin de l'emploi.

Emploi des jeunes. Ce n'est pas une politique de précarité qui aidera les jeunes à entrer dans l'emploi, mais **une politique de formation**. Il faut donc associer premier contrat de travail et formation professionnelle, accepter que la collectivité prenne en charge la part du salaire consacrée à la formation du jeune débutant. Avec un tutorat assez exigeant pour assurer la qualité de l'insertion professionnelle du jeune. Et avec **le service civique universel**, tout jeune qui cherche un emploi aura six mois d'expérience à faire valoir.

Minima sociaux et retour à l'activité. Notre système de minima sociaux décourage bien souvent le retour à l'emploi. Dans nombre de cas, sortir du minimum social pour entrer au travail, c'est y perdre, singulièrement pour beaucoup de femmes. Vous y perdez des aides complémentaires attachées à ces minima sociaux. Si on passe de l'inactivité à l'activité, on doit y gagner ! Je propose d'unifier les minima sociaux en une allocation unique, par points (par exemple, être en situation de femme seule avec enfants donnerait tant de points), conciliable un certain temps avec un salaire, de manière dégressive. Et les personnes qui resteront en inactivité, qu'on les tourne vers l'activité en proposant à chacune une activité au service la société - activité qui lui permettra d'arrondir ses fins de mois.

Le pouvoir d'achat.

Une gestion complètement nouvelle des **35 heures** : que le paiement, par tous les employeurs, des heures supplémentaires (entre 35 et 39 heures) soit majoré de 35% pour récompenser le travail, et que cette prime soit déduite des cotisations, afin que l'heure supplémentaire coûte à l'employeur le même prix qu'une heure normale. (Et non, comme le propose Nicolas Sarkozy, supprimer complètement les charges sociales et l'impôt sur le revenu pour les heures supplémentaires, ce qui serait une puissante incitation à refuser d'embaucher).

Une puissante incitation fiscale est à définir pour l'intéressement, pour que l'entreprise ait intérêt à partager ses bénéfices avec ses salariés, sous forme liquide - alors que la participation, ce sont des fonds bloqués pendant cinq ans. [Les deux doivent (continuer à) être mis en place, notamment pour créer des fonds de pension à la française qui seraient si utiles pour éviter aux entreprises de passer sous contrôle de fonds de pension américains.

Économie sociale, démocratie sociale

L'économie mutualiste et coopérative, avec sa visée humaniste et responsable et son ancrage territorial, c'est un modèle à encourager, à l'heure des délocalisations et des prises de contrôle des sociétés par des centres de décision extérieurs. L'économie solidaire, le commerce éthique, les réseaux de micro crédit et de création d'entreprise par les demandeurs d'emploi, sont un plus considérable dans la social-économie.

Restaurer la démocratie sociale, c'est regarder les partenaires sociaux comme responsables. Ainsi, le système de retraite par répartition universel sera géré en pleine responsabilité par les partenaires sociaux. C'est aussi les consulter sur les questions législatives ou réglementaires qui les concernent : sur les heures supplémentaires, la protection sociale, les propositions qui sont les miennes, seront d'abord soumises aux partenaires sociaux.

Cette démocratie sociale doit d'abord s'appliquer à ce que l'on appelle "flexi-sécurité". Le MEDEF, les autres organisations patronales et syndicales que j'ai rencontrées, chacune se dit intéressée par ce modèle. On doit imaginer, en effet, un contrat de travail qui permettrait de conserver un certain nombre des avantages salariaux et de formation qui sont ceux du contrat de pleine activité, même en cas de départ de l'entreprise ; qu'il y ait en-dehors du plein emploi, des périodes de formation, des périodes de partage de l'emploi entre plusieurs entreprises. Il faut demander aux organisations patronales et syndicales de faire des propositions précises, et si possible consensuelles, sur ce sujet de la flexi-sécurité.

Enfin, le **Conseil économique et social** doit être rénové, recevoir des responsabilités différentes, pour enrichir la démocratie et le débat public."

Institutions

Sarkozy

Refonte des institutions politiques françaises, avec une présidence de la République "moins monarchique".

- Le chef de l'Etat aurait un rôle d'impulsion de la politique gouvernementale, le Premier ministre n'ayant plus qu'un rôle de "coordinateur" de l'action du gouvernement.

- Le chef de l'Etat pourrait se rendre devant l'Assemblée nationale, ce qui n'est pas le cas maintenant.

Limitation de la présidence de la République à deux mandats ; responsabilité du président devant le Parlement.

- Diplomatie et défense ne seraient plus des "domaines réservés" du président, dont le pouvoir de nomination serait réduit et le pouvoir d'amnistie et de grâce aboli.

- Suppression de l'article 49-3 de la Constitution qui permet de faire adopter une loi sans débat par le Parlement.

- Elections sénatoriales à la proportionnelle. Pourquoi garder le Sénat sous sa forme actuelle ?

- Réduction du nombre de ministères à une quinzaine, leur périmètre étant « stabilisé » par une loi organique.

- Propose que la moitié des postes de promotion dans la Fonction publique se fasse sur la valorisation de l'expérience et sur les mérites et pas simplement sur les diplômes et sur la capacité à passer des examens.

Le recours aux listes d'aptitude et/ou à l'ancienneté présente de nombreux effets pervers, cela revient à

nommer les plus vieux et/ou ceux qui sont le mieux en cour auprès de l'administration et/ou des syndicats ; donc les pires du/dans le système !

- Non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, [impossible, proposition démagogique ; on pourrait, en revanche, baisser le nombre des policiers et des gendarmes ; nous avons le pourcentage le plus fort de forces dites « de l'ordre » par rapport à la population] augmentation des salaires et de la formation dans la fonction publique.
- Instauration, dès juillet 2007, d'un service minimum dans les transports publics.
- Suppression des organismes inutiles, augmentation de la productivité des services publics.
- Financement des dépenses courantes de l'Etat assuré uniquement par l'impôt.
- Création d'un « guichet unique » pour les démarches administratives des PME.
- Faire une « pause » dans la décentralisation. [Il faudrait, surtout, la repenser, la redéfinir].

*

Ségolène

Institutions et réforme de l'Etat

Interdiction du cumul des mandats pour les parlementaires. [Pourquoi seulement eux ? Dans les pays démocratiques le cumul n'existe pas !]

Introduction d'une part de proportionnelle pour l'élection des députés ; réforme du mode de scrutin pour les sénatoriales. [Tout ceci demeure très timide. Pourquoi garder le Sénat ?]

Abolition de l'article 49-3 et du vote bloqué pour les lois ordinaires.

La présidence de la commission des finances sera confiée à un membre de l'opposition. [Proposition essentiellement démagogique que Ségolène, élue, se garderait bien d'appliquer]

Suppression du veto du Sénat en matière constitutionnelle.

Intégration d'une charte de la laïcité à la Constitution.

Droit de vote aux élections locales pour les étrangers résidant en France depuis plus de cinq ans.

Développement des services publics sur Internet et généralisation des logiciels libres dans l'administration.

*

Bayrou

Instauration d'une VI^e République, avec un président responsable à mandat unique [on pourrait prévoir : non immédiatement renouvelable – 2nde République -], un Parlement fort, et des autorités de contrôle indépendantes pouvant être saisies par les citoyens.

Interdiction du cumul des mandats, suppression de la possibilité de voter par procuration pour les députés, salaire des parlementaires indexé sur leur présence à l'Assemblée.

Fusion des conseils généraux et régionaux dans une seule institution.

Attribution des pleins pouvoirs locaux aux communes, fédérées en intercommunalités, y compris en matière de sécurité.

Attribution des pouvoirs d'aménagement du territoire, d'équipement et de solidarité aux régions. [Il faut revoir l'ensemble de ces trois dernières dispositions, redonner une vraie structure à l'ensemble des différents niveaux qui doivent être simplifiés, et dont on doit surtout éviter les chevauchements, sortir du système : Etat, Région, département, préfectures et sous-préfectures, pays, communauté de commune... Refaire une architecture. Ici on peut diminuer sérieusement le nombre des fonctionnaires en rationalisant ce qui relève de l'usine à gaz...]

Introduction de la proportionnelle : au-dessus de 5 % des voix, tout courant doit être représenté par des élus à l'Assemblée nationale.

Augmentation de la productivité des fonctionnaires de 2 % chaque année, avec augmentation de leur pouvoir d'achat.

Instauration d'un service minimum dans les transports publics et d'un système de représentation des usagers. [Tout ceci pourrait se faire à partir de la seconde assemblée renouvelée dont les membres représentant les territoires, les forces vives du pays : syndicats, employeurs, associations... pourraient/devraient gérer ces problèmes au niveau national et régional]

Utilisation du référendum pour les grands projets de l'Etat. [Oui, c'est essentiel, mais il faudrait prévoir des référendums parfois moins bruts, par exemple, s'agissant des retraites, ou du mode d'élection du

président, les citoyens pourraient avoir à choisir entre deux options élaborées par les assemblées ou par des constitutionnalistes...]

Instauration de l'obligation de voter et prise en compte des votes blancs.

Refus d'un statut spécial pour les institutions corses.

Suppression du « domaine réservé » du président en matière d'affaires étrangères.[à préciser et moduler, il faut aussi que le président et/ou le ministre des affaires étrangères disposent d'une marge de liberté dans les négociations internationales]

« L'administration doit être au service des usagers citoyens »[il faut surtout que, désormais, l'administration soit contrôlée, vraiment, par les élus, des deux Chambres, que ce soit elle qui ait à rendre des comptes pour éviter les dérives qui deviennent non plus une exception mais la règle générale : affaire d'Outreau, omnipotence insupportable de la DDE, etc. Il faudrait également que les vérifications comptables et fiscales soient extrêmement pointus pour mettre un terme à toutes les pratiques relevant des républiques bananières]

Les Français sont profondément attachés à l'Etat républicain. Ils refusent de le voir amoindri. François Bayrou pose une exigence : rendre l'Etat simple et efficace, condition pour qu'il recouvre toute sa légitimité.

« Il ne s'agit pas tant d'une révolution que d'une refondation de l'Etat.

Donner à l'administration une nouvelle logique, au service des usagers citoyens, telle est la première étape. Cela passe par une nouvelle organisation. Que chacun, tout en même temps usager et citoyen, tout à la fois en situation de demander et recevoir, y trouve son dû et son droit.

Dans tous les services publics, **une représentation des usagers [ce devrait être, à mon sens, le rôle de la seconde assemblée]** doit être organisée. Il s'agit de sortir du face-à-face entre l'Etat-employeur et les fonctionnaires-employés. Il faut agir dans le même sens à la Sécurité sociale où, là aussi interviendrait un autre interlocuteur légitime : le patient, pour sortir du dialogue unique entre les caisses et les médecins.

Deuxième point de la réforme, il faut **organiser le débat public**, sous la forme de commissions ou au sein du Conseil économique et social. En mettant en confrontation les acteurs économiques et sociaux, le constat de la situation sera partagé, et cela permettra de faire bouger les choses.

Troisièmement, je veux **modifier la formation de la haute fonction publique** : le mode de recrutement, de formation et d'organisation des grands corps. **On ne peut plus recruter à vingt ans les managers sur un concours académique, sans avoir jugé de leurs capacités de leadership, de leur expérience.** Je propose de changer la nature de l'ENA pour en faire une école de formation des cadres dans laquelle on entre tard, et même à des âges différents, tous types de formation conduisant aux mêmes situations de responsabilités. **[A mon sens, il faut conserver l'ENA qui recrute un type de cadres, mais établir des modalités des 3/3, les énarques ne devant occuper que 1/3 des postes d'encadrement de la fonction publique].** Afin de respecter le contrat moral passé avec ceux qui préparent aujourd'hui cette école, une telle réforme se fera en plusieurs années.

Ces principes définissent une refondation de l'Etat, apte à lui redonner toute sa légitimité, à lui permettre de replonger ses racines dans la société française. Au-delà des implications dans tous les domaines et dans la vie de tous les jours, ces réformes contribueront à **restaurer le lien démocratique entre les citoyens et leur Etat.** »

Education

Sarkozy

- Liberté pédagogique des enseignants, autonomie des établissements scolaires, et évaluation des résultats des enseignants. **[La liberté pédagogique et l'autonomie des établissements peuvent donner le meilleur et le pire, notamment en fonction des chefs d'établissements. L'évaluation est très importante, c'est ce qu'on ne sait pas faire, mais qui évaluera ? Comment ? En fonction de quels critères ? L'évaluation par des membres du système ne peut fonctionner, elle est contre-productive. L'évaluation par des éléments extérieurs : maire, conseil général, pose bien des problèmes de sérieux et de déontologie]**

- Suppression de la carte scolaire pour que "chaque établissement ait la liberté de recruter des enfants en dehors de son secteur". Suppression progressive de la carte scolaire, simplification de l'inscription dans le

privé. [ainsi présentée, cette nouveauté risque de produire une gigantesque pagaille et de renforcer la ghettoïsation]

- "Sortir de l'impasse du collège unique par l'individualisation des parcours"[Tout ceci est déjà possible, existe déjà, mais il faut exiger que cette diversification soit effective et donner les moyens y afférents. Cela suppose également de renforcer le partenariat avec les artisans qui acceptent d'être des maîtres d'apprentissage, notamment pour les élèves de CPA].

- Augmenter la rémunération des enseignants qui acceptent de faire du soutien scolaire.[Les heures de soutien existent déjà, il suffit de planifier correctement leur utilisation, de favoriser le volontariat et de verser effectivement les rémunérations correspondantes qui pourraient/devraient être prises en compte pour la retraite]

- Lutter contre l'absentéisme scolaire et éviter "les orphelins de 16 heures". Donner la possibilité "à toutes les familles qui en feront la demande" de pouvoir "laisser leurs enfants au collège jusqu'à 18h pour les récupérer une fois les devoirs faits à l'école".[Soit, mais il faut prévoir les modalités, soit en engageant du personnel, soit en utilisant les modalités Borloo (aide à la personne) soit en partenariat avec les associations]

- "Diviser par deux immédiatement" les effectifs des établissements scolaires les plus dégradés.[La taille ne fait rien à l'affaire, bien au contraire, c'est une question d'encadrement et de moyens, notamment disciplinaires accordés aux établissements ; en finir avec une hiérarchie administrative qui impose, depuis 30 ans, que les ministres soient de droite, de gauche ou du centre, de tout accepter et supporter, notamment l'insupportable.

La lâcheté de la hiérarchie administrative est la première et principale cause de la dégradation de l'école]

- Création d'internats de réussite éducative en ville et d'écoles de la deuxième chance pour les victimes du système d'éducation prioritaire.[Ce sont là des paroles verbales pondues par un(e) énarque sur son nid/dans son bureau ministériel, loin de « la fureur et du bruit »...]

- Création de filières d'excellence dans tous les lycées (les 5 % des meilleurs élèves rejoindront les classes préparatoires aux grandes écoles).

- Permettre aux établissements du privé de pouvoir "réorganiser leurs implantations pour répondre à la demande là où elle se trouve, en particulier dans les quartiers populaires".

- Donner aux parents d'élèves "le pouvoir de participer aux décisions qui concernent l'organisation de la vie scolaire comme la construction d'un gymnase, l'organisation des rythmes scolaires ou l'élaboration du règlement intérieur".[Ceci prouve l'ignorance des énarques qui conseillent Sarko, tout ceci existe depuis 20 ans ; il reste donc au ministre à rappeler les grandes lignes des textes en vigueur]

- "Faire entrer plus de parents d'élèves et des anciens élèves dans le conseil d'administration des établissements scolaires".

- Créer un crédit d'impôt pour les jeunes retraités qui s'investissent dans le soutien scolaire au sein des établissements.[?]

Scolarisation de tous les enfants handicapés d'ici cinq ans.

Renforcement de l'éducation civique. [L'éducation civique est au programme ; il n'y a donc pas lieu de la renforcer si/quand elle est faite et bien faite. Il appartient à l'Inspection générale de rappeler les textes et obligations]

*

Création d'une filière d'excellence de formation des enseignants en cinq ans. [Paroles, paroles...il suffit de revoir la formation des enseignants, notamment les IUFM qui ont capitalisé tous les défauts des écoles normales, des CPR et quelques autres, notamment à cause d'un esprit de corps qui reconduit les individus et les méthodes et sont imperméables à un renouvellement véritable.

Il faudrait commencer par introduire, comme aux Etats-Unis, l'évaluation des enseignants par leurs mandants : depuis 20 ans, les enseignants sortent de l'IUFM en dénonçant la médiocrité, voire l'inanité de la formation qui s'y donne, sans qu'aucun ministre n'y ait mis un terme !)

Augmentation des bourses ; les revenus des étudiants qui travaillent seront défiscalisés et ne seront pas pris en compte dans le calcul de leurs ressources pour l'attribution de bourses et de logements. // Prêts à taux zéro pour les étudiants contre l'engagement de suivre un programme d'accès à l'emploi. // Augmentation du budget de l'enseignement supérieur de 50 %. // Doublement des places en IUT et en licences professionnelles.

[Il ne faut pas oublier que 4% des étudiants – dans les grandes écoles – phagocytent 30% du budget total de l'enseignement supérieur ! Les impôts de l'ensemble de la Nation servent donc à payer, d'abord, les études des classes privilégiées ! C'est cela la Nomenklatura « républicaine ». Au colloque sur Tocqueville à St Lô, en 1990, Furet estimait qu'il fallait faire payer les études supérieures –comme aux Etats-Unis – et mettre en place un système de bourses très important et généreux – comme aux Etats-Unis –

Il faut, en outre, mettre effectivement en place un système de prêt bancaire généralisé et libre d'accès, comme en Suède, ou comme en France (les banques le font sans problème pour les étudiants qui entrent dans une grande école ; il suffit de généraliser le système, mais cela ne peut être possible qu'en intéressant les professionnels aux formations des universités en sortant du mépris (trop souvent réciproque) des deux univers.)

Augmentation du budget de la recherche de 40 % d'ici à 2012. [Dans ce domaine, tout est à revoir, notamment l'effectivité et la qualité de la recherche elle-même. Le système reconduit beaucoup de faux chercheurs qui n'ont jamais rien publié dans de vraies revues de renommée mondiale.

Il faut en outre revoir la liaison recherche publique/privée ; enfin, la recherche n'a de sens que dans une dimension européenne pour éviter les gaspillages que constituent les doublons inutiles.]

Création d'un service civique de six mois, qui pourrait être rendu obligatoire après expérimentation. [Un tel service doit être obligatoire, pour les garçons et les filles, et doit pouvoir être effectué dans un semestre, au choix du jeune, entre 18 et 25 ans, soit dans un service civil, une ONG, soit dans la police ou l'armée (y compris la gendarmerie ou les pompiers.)

*

Ségolène

Carte Scolaire : révision de la carte scolaire pour démanteler les « ghettos scolaires ».

Doublement de l'allocation de rentrée scolaire qui sera versée aux familles en deux fois.

Scolarisation obligatoire dès 3 ans.[La liberté doit être laissée aux parents jusqu'à cinq ans, ne serait-ce que pour des raisons pratiques].

Soutien scolaire gratuit pour tous les élèves grâce à des répétiteurs.[Ce n'est pas un statut ; on ne peut l'imposer aux étudiants comme le dit Ségolène. L'étudiant est dans sa ville universitaire, l'élève n'importe où sur le territoire de l'académie – c'est encore une lubie d'énarque - ; Voir ce que j'ai dit plus haut sur le soutien.

Renforcement de la présence adulte dans les établissements y compris, lorsque ce sera nécessaire, par la présence d'un deuxième adulte dans les classes.[Là on touche le pire du pire ; demandez aux enseignants ce qu'ils en pensent].

Généralisation des écoles de parents, création d' « emplois-parents ». [C'est encore de la démagogie ; pour que l'investissement près des élèves soit productif, il faut une véritable neutralité pour laquelle les parents des élèves de la classe ou de l'établissement sont les plus mal placés].

Limiter à 17 le nombre d'élèves par classe de CP et de CE1 dans les ZEP ; financement supérieur de 25 % à celui des autres écoles.[Ne voir de solution que quantitative est encore une stupidité comme le prouvent les résultats du système scolaire (ou des forces de sécurité). On peut admettre 20 ou 22 élèves, à condition de pouvoir doubler certaines activités , notamment un soutien spécifique – groupes de lecture, par exemple, méthodologie, apprentissage de la recherche individuelle...]

Inscrire l'éducation artistique et la pratique artistique à tous les niveaux de la maternelle à l'université.

Recrutement massif de surveillants, d'infirmières scolaires et d'assistantes sociales. [Ceci est très utile mais n'a de sens que si on définit des objectifs précis et prioritaires : dépistages visuels et auditifs dès le CP, dyslexie, éducation sexuelle, contraception ...Le quantitatif seul n'aboutit qu'à une dépense supplémentaire et au gaspillage].

*

Droit à la formation et à la reconversion inversement proportionnel à la durée des études.

Créer un service public d'orientation.[Ces services existent, il faut leur redonner une mission précise et les actualiser, les mettre en phase avec la situation actuelle].

Organisation d'états généraux participatifs de l'éducation. [Il faudrait demander là-dessus les avis des enseignants qui ont connu toutes ces grand-messes qui passent à côté de l'essentiel : deux ans de discussions avec Savary...pour rien ! Sauf donner le pouvoir à la féodalité que constituent dles sciences

de l'éducation. Demandez aux enseignants ce qu'ils en pensent ! Un vide sidéral, sentencieux et prétentieux !]

*

Planter des classes préparatoires aux grandes écoles dans les banlieues.

Augmentation du budget des universités pour le porter en cinq ans au niveau de celui existant en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Loi de programmation en 5 ans pour redonner aux universités les moyens de l'excellence.

Augmentation de 10 % par an du budget de la recherche. [A condition que tout ceci soit effectivement défini (objectifs) et évalué].

*

Instaurer un plan à taux zéro pour les jeunes sous condition de ressources avec un contrat pour faciliter les études et l'entrée dans la vie active.

Création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, sous condition de ressources. [Ceci n'a de sens que lié à une formation qualifiante, à un apprentissage ou un emploi].

Instauration d'un service civique volontaire pour les jeunes.

Bayrou

Diviser par deux l'échec scolaire et multiplier par deux la réussite dans tous les milieux sociaux. Evaluer sur le terrain la meilleure méthode de lecture. // 100% des élèves doivent savoir lire et écrire à l'entrée en sixième. [Ceci n'a de sens que si le primaire se donne les moyens d'atteindre cet objectif pour les élèves entre 11 et 12 ans. Maintenir un élève en primaire au-delà ne fait qu'aggraver la situation. Cet objectif est possible à atteindre (sauf pour les élèves qui ont des retards importants et qui sont scolarisés dans d'autres structures –SEGPA, par exemple –). Ceci implique un volontarisme et un décloisonnement des équipes, c'est-à-dire, là comme ailleurs, une obligation de résultat. Ces méthodes et ces résultats existent mais les résistances viennent de l'institution elle-même ; de nombreux témoignages peuvent en porter témoignage : par définition et par nature l'institution reconduit toujours le même et ne peut qu'accroître l'échec au lieu de le dépasser, c'est pourquoi la situation se dégrade naturellement d'année en année].

Augmentation du nombre d'éducateurs et de surveillants dans les écoles.

- Créer des structures adaptées aux élèves en difficultés via les études dirigées et la généralisation de l'internat. Suivi des élèves difficiles par des éducateurs et des psychologues.

- Repenser la carte scolaire en l'organisant sous forme de réseaux et ouvrir l'accès à tous les établissements de ces réseaux. Création de parcours d'excellence, notamment dans les collèges. [Expression ambiguë]

Création d'un contrat de travail et de formation professionnelle pour les jeunes sans formation, avec une prise en charge de la part du salaire consacrée à la formation.

- Reconstruire l'autorité du professeur et du surveillant. [Cette question de « l'image » dépend, d'abord du ministre et d'une volonté globale de montrer que la promotion, la mobilité, la réussite passent par la scolarité (à condition que la situation ne soit pas figée). La situation actuelle est, également, le résultat d'un dénigrement continué par les médias depuis 25 ans].

- Penser l'année de terminale comme l'année du passage à l'autonomie dans les études et permettre une meilleure intégration à l'université. - Instauration du tutorat pour les étudiants débutants.

*

- Pacte d'investissement sur l'enseignement supérieur dans un objectif de doublement en dix ans.

Augmentation de 5 % par an sur dix ans du budget de la recherche. // Suppression de l'ENA. [La suppression de l'ENA est moins importante que son monopole de fait ; il faudrait surtout que les énarques ne dépassent pas le 1/3 des postes d'encadrement dans la fonction publique, les 2/3 restants devant provenir par moitié de la promotion interne (avec une formation correspondante et pas de fait) et par moitié d'autres filières, universités, autres formations...] Création d'un service civique obligatoire de six mois.

Bayrou / école

« Mon objectif : diviser par deux l'échec scolaire, multiplier par deux la réussite. Partout dans le pays. »

Le défi de la mondialisation, c'est le défi de la recherche et de l'éducation. Juger de la responsabilité des dirigeants du pays, c'est regarder quelle place ils accordent à l'école dans leur action. Pour François Bayrou, elle est la première.

« L'éducation est la priorité absolue de mon projet.

Presque un enfant sur cinq est en échec dès le plus jeune âge et sort de l'école sans diplôme ; et un sur cinq sort diplômé au niveau de la licence. Nous devons nous fixer un objectif : diviser par deux l'échec scolaire, et multiplier par deux la réussite scolaire, dans tous les milieux sociaux, particulièrement les moins favorisés.

La première condition pour y parvenir, c'est **que 100 % des élèves sachent lire et écrire à l'entrée en sixième**. S'ils ne savent pas, qu'on leur apprenne. Garantir la lecture, c'est changer le collège.

Retrouver un collège paisible ne se fera pas avec des policiers, mais avec des éducateurs. Il faut reconstruire l'autorité du professeur et du surveillant. Pour l'élève, ou les deux élèves qui mettent la classe par terre, il faut des éducateurs et des psychologues, sans doute dans des internats. Tout le monde comprendra le message. La présence d'adultes à l'école, pour les études surveillées, l'accompagnement, je la prévois dans le cadre du service civique et de l'activité universelle.

Il faut repenser la carte scolaire pour l'égalité des chances : en défendre le principe, lui redonner son sens. Là où plusieurs établissements sont identiquement accessibles, il faut construire des réseaux et ouvrir aux élèves, peut-être aussi aux enseignants, la possibilité d'accéder à tous les établissements du réseau.

Donnons un égal accès à tous les établissements aux filières d'excellence, au lieu de créer des filières de 'discrimination positive' alibi (et conservons un volant de places offertes à un concours national ou académique pour ne pas pénaliser à rebours les bons élèves). Dès lors, chaque famille, au lieu de chercher une grand-mère ou un collatéral dans le 5ème arrondissement, cherchera la même grand-mère ou le même collatéral dans un lycée provincial ou de banlieue.

La clé de tout cela, c'est l'innovation, l'évaluation et la communication de l'innovation. Le grand corps qu'est l'Éducation nationale a besoin d'autonomie à tous les niveaux, de gestion des ressources humaines, de co-responsabilité, de concertation transparente avec les femmes et des hommes qui font vivre l'Éducation nationale. Et les étudiants candidats au Capes ou à l'agrégation ont raison de le dire : nous ne pouvons pas jouer les recrutements à l'accordéon. Je suis partisan d'une **loi de programmation sur dix ans des recrutements**.

Sur cet enjeu national, il faut fixer de grands objectifs, discutés et votés de manière transpartisane, sur lesquels **le président de la République s'engage**. »

Université

« Porter l'investissement par étudiant au niveau de celui des pays performants de l'OCDE...Il reste beaucoup à faire pour rendre les études supérieures plus heureuses et plus fructueuses - et cela demande un investissement nouveau ».

« Je veux défendre le **modèle universitaire français**. S'il n'est pas question de toucher au statut national des diplômes, la question du degré d'autonomie des universités est posée, en particulier pour les budgets de recherche.

Par ailleurs, la **gouvernance** des universités est à revoir, en démocratisant son fonctionnement et en promouvant les fonctions d'encadrement. Il faut également poser la question de la **relation entre l'université et les grandes écoles**, avec pour objectif de marier les qualités des unes et les qualités de l'autre.

Aujourd'hui, quelque 40 % des élèves échouent en première année à l'université, car la rupture est trop brutale entre le lycée et l'enseignement supérieur. Je propose de faire de la terminale une **propédeutique** - une préparation à l'enseignement supérieur - ce qui va de pair avec le **semestre d'orientation** à l'entrée de l'université.

L'université a besoin de **tuteurs**, de répétiteurs, de moniteurs, d'interlocuteurs des étudiants débutants, de **bibliothécaires** aussi, toute une gamme de soutiens qui rendraient l'université accueillante, en échange de **bourses** convenables qui changeraient la vie de beaucoup d'étudiants, et celle de leur famille. Il s'agit d'un changement en profondeur de la **qualité de vie sur les campus** : au lieu d'un lieu de grande solitude, il s'agit d'en faire un lieu coopératif.

Et cela ne se fera pas sans un **pacte d'investissement sur l'enseignement supérieur**, signé de manière responsable, trans-partisane, sur dix ans, et qui porte l'investissement par étudiant au niveau de la moyenne des pays performants de l'OCDE : ce qui signifie un objectif de doublement en dix ans. »

Recherche

« La recherche est l'une des questions les plus importantes pour notre pays, pour sa place dans la globalisation. Le dialogue avec les chercheurs est une nécessité politique, et la réforme de la recherche une nécessité nationale ».

« Je veux répondre à **la grande frustration des chercheurs : vingt-cinq ans d'indécision** des gouvernements successifs, des conditions de travail de plus en plus précaires, la jeunesse qui se détourne de la recherche.

Pire, nous vivons un drame national : la France forme de très grands chercheurs, qui partent travailler à l'étranger. C'est une perte organisée de la substance nationale ! La cause, c'est qu'ils n'ont pas de débouchés, la recherche n'étant pas considérée en France comme une formation qui conduise à la responsabilité dans l'entreprise.

Or la recherche de haut niveau est comme la pointe d'une pyramide, cette pointe sera d'autant plus éminente que la base de sélection sera large. Et sans débouchés, il ne peut y avoir une base large, malgré la qualité de notre recherche et de notre université.

La recherche est l'une des questions les plus importantes pour la place de notre pays dans la mondialisation. Je veux faire tomber ce mur qui sépare le pouvoir et les chercheurs, qui se sentent au-dehors de la sphère de décision. Remettre les chercheurs au centre, les sortir de la précarité.

Il y a d'abord la question de la place et de l'image des chercheurs dans la société : faire de la recherche l'une des voies privilégiées pour la sélection des élites, ce qui passe par un accord entre les universités et les grandes écoles.

Je veux également rendre le métier de chercheur plus attractif, par une réévaluation des grilles de salaire, car on ne peut rester au salaire moyen de 2 000 euros bruts des jeunes chercheurs.

Pour encourager puissamment l'installation en France des chercheurs les plus performants, je propose d'exempter d'impôt les revenus des brevets déposés par des chercheurs français ou résidents en France.

Tout cela implique un engagement précis sur la question des moyens. Je propose un **pacte national et transpartisan, qui serait signé par tous les candidats, en faveur d'une augmentation régulière et sur le long terme du budget de la recherche, de l'ordre de 5 % par an sur dix ans.** »